

GB : le fisc enquête avec l'Australie et les USA sur une liste de sociétés off-shore

Le fisc britannique a annoncé avoir lancé avec ses homologues australien et américain une vaste enquête internationale après avoir obtenu des fichiers informatiques sur des sociétés offshore créées par des entreprises ou des particuliers pour échapper à l'impôt.

« Le gouvernement dispose de 400 gigaoctets de données qui vont l'aider à traquer ceux qui dissimulent leur fortune offshore. Nous allons débusquer les fraudeurs », a averti le ministre britannique des Finances, George Osborne, sur Twitter alors qu'au moins une centaine de Britanniques sont dans le collimateur.

« Le message est simple : si vous faites de l'évasion fiscale, nous serons à vos trousses », a-t-il aussi lancé dans un communiqué. Le gouvernement britannique *« a investi des centaines de millions de livres dans la lutte contre l'évasion fiscale, dans ce pays et à l'étranger. Ces données constituent une nouvelle arme dans l'arsenal des services fiscaux britanniques ».*

Selon le Guardian, les données fournies aux autorités pourraient être les mêmes que celles qui avaient été présentées récemment à la presse internationale par le Consortium des journalistes d'investigation américains (ICIJ), dévoilant des informations secrètes sur des dizaines de milliers de sociétés offshore.

Ces 400 gigabits d'informations sont probablement les plus importantes jamais fournies aux services fiscaux britanniques sur ce type de montages selon la presse locale. Elles *« dévoilent l'usage extensif par de riches particuliers ou des entreprises de complexes structures offshore pour dissimuler des actifs »* dans divers territoires, notamment à Singapour, aux Iles Vierges, Caïman et Cook, a précisé le Trésor britannique dans un communiqué.

Ces fichiers sont toujours en cours d'analyse, mais le fisc britannique a déjà découvert qu'au moins une *« centaine de personnes »* ont bénéficié de ces montages. Certaines ont déjà été identifiées et font l'objet d'une enquête, selon la même source.

Le fisc britannique va aussi se pencher sur les noms de plus de 200 comptables, avocats et conseillers fiscaux qui ont aidé à mettre au point ces structures.

Les ressortissants britanniques qui y ont eu recours doivent régulariser d'eux-mêmes leur situation, faute de quoi, avertit le fisc, ils *« s'exposent à des poursuites ou à des pénalités financières très élevées »*. Leur identité pourrait aussi être rendue publique.